

(N° 237)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 MAI 1924.

**Projet de loi modifiant les articles 5 à 12
de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 et instituant un examen d'admission
aux études universitaires.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le présent projet de loi tend à remplacer les articles 5 à 12 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques par des dispositions nouvelles, dont la principale a pour objet l'institution d'un examen d'admission aux études universitaires. Il s'inspire de l'idée qui est à la base de la proposition de loi déposée par l'honorable M. Destrée le 2 février 1922. S'il a paru nécessaire de le présenter comme projet distinct, plutôt que sous forme d'amendement à ladite proposition, c'est que le texte de certaines dispositions et le fond même de plusieurs autres diffèrent notablement de la proposition de loi qui est due à l'ancien Ministre des Sciences et des Arts.

Sous le régime de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891, les premiers grades académiques que confèrent les Universités en exécution de la loi, sont les grades de candidat en philosophie et lettres, de candidat notaire, de candidat en sciences naturelles, de candidat en sciences physiques et mathématiques et de candidat ingénieur.

L'article 1^{er} du projet de loi que j'ai déposé sur le bureau du Sénat (n° 97) le 26 février 1924, modifie la liste des grades académiques et notamment celle des premiers grades à conférer. Le grade de candidat en philosophie et lettres est requis de ceux qui veulent faire des études de notariat (licence en notariat). Le grade de candidat notaire est supprimé; il en est de même du grade de candidat en sciences naturelles et du grade de candidat en sciences physiques et mathématiques, qui sont remplacés par le grade unique de candidat en sciences (section des sciences physiques et mathématiques, section des sciences physiques et chimiques, section des sciences géologiques et minéralogiques, section des sciences naturelles, des sciences géographiques et de pharmacie); il est créé un

grade combiné de candidat en sciences naturelles et en médecine, chirurgie et accouchements.

Le projet de loi actuel tient compte des modifications proposées à l'article 1^{er} de la loi sur la collation des grades académiques. Il est à remarquer, d'ailleurs, que si ces modifications n'étaient pas admises, il suffirait d'apporter au texte du présent projet quelques changements peu importants et qui seraient sans influence sur l'économie de l'ensemble.

Examen d'admission aux études universitaires.

Au cours du siècle dernier, le législateur s'est occupé à diverses reprises des conditions d'admissibilité aux études universitaires. Ainsi que le montrent d'une façon très précise les développements de la proposition de loi déposée par M. Destree, le balancier de l'opinion oscilla plusieurs fois; aux périodes d'extrême liberté pendant lesquelles l'accès aux universités n'était soumis à aucune condition, succédèrent régulièrement des périodes caractérisées par l'existence d'un système de garanties : ce fut tantôt un véritable examen d'entrée subi devant le jury central, tantôt plus simplement un certificat d'humanités complètes.

On peut caractériser succinctement de la façon suivante les conséquences qu'entraînerent régulièrement ces trois systèmes.

Pendant les périodes de liberté, on constata invariablement un fléchissement du niveau des études moyennes et des études universitaires.

L'examen d'entrée connu sous le nom de *graduat* a provoqué des réclamations justifiées. On lui reprocha d'être une cause de surmenage au cours des études moyennes; de détourner celles-ci de leur véritable but, qui est de former l'esprit et le caractère plutôt que de surcharger la mémoire d'une foule de notions mal comprises, qui s'oublient; enfin, parce qu'il imposait un programme uniforme de fin d'études moyennes, d'être contraire à l'esprit de liberté qui fut toujours, dans le domaine de l'enseignement, un principe fécond de perfectionnement et de progrès.

Depuis la loi de 1890-1891, nous vivons sous le régime du certificat d'études moyennes.

Ce régime, qui est une sorte de moyen terme entre les deux systèmes précédents, n'a jamais satisfait le monde de l'enseignement. La principale objection qu'on lui fait, est d'être un moyen de sélection presque illusoire, en l'absence d'un contrôle sérieux, par une autorité centrale, de la valeur des certificats délivrés.

Le corps professoral de l'enseignement moyen et de l'enseignement supérieur demande avec insistance qu'à la garantie du certificat vienne s'en ajouter une autre. Des 644 professeurs appartenant à l'Université et à l'enseignement moyen, qui ont participé à un referendum récent, 80 % ont demandé l'organisation d'un examen de maturité. Le Conseil de perfectionnement de l'enseignement supérieur, où sont représentées les quatre universités du pays, et le

conseil de perfectionnement de l'enseignement moyen, où les athénées et les collèges libres ont leurs représentants, se sont l'un et l'autre formellement prononcés dans le même sens, à l'unanimité de leurs membres présents. Il en est de même de la Commission spéciale, qui a été instituée en 1923 à la demande du Parlement et qui était composée de membres éminents du personnel enseignant des quatre universités et des établissements d'enseignement moyen officiel et libre.

En présence de ce mouvement d'opinion chez les maîtres de notre jeunesse, le Parlement peut difficilement se refuser à examiner à nouveau cette question si souvent débattue. Mais, pour faire œuvre durable, il convient qu'il s'inspire des enseignements du passé et que le désir de perfection ne le pousse pas à imposer des conditions trop sévères, ce qui pourrait, par un nouveau retour d'événements plusieurs fois observés, provoquer une réaction directement opposée au but que l'on désire atteindre.

Nul ne contestera qu'il est plus important que jamais d'assurer aux jeunes gens à leur entrée à l'Université une formation intellectuelle suffisante à cette époque où l'enseignement universitaire tend à se compléter par des cours et des exercices pratiques qui prennent de plus en plus d'importance. Il ne faut pas que le progrès des études soit retardé ou leur niveau abaissé par la présence dans les auditoires et les laboratoires d'étudiants insuffisamment préparés ou tout à fait inaptes.

Mais l'établissement d'une barrière à l'entrée de l'Université n'est pas seulement un moyen de sélection des mieux doués. Cette mesure exercera certainement une influence favorable sur la valeur des études moyennes. Un nouveau stimulant existera pour les élèves des Athénées et des Collèges, qui aidera les chefs d'établissement et les professeurs à accomplir leur tâche avec plus d'efficacité.

Certificats d'études moyennes.

Pour que cet heureux résultat soit pleinement atteint, il faut que la nouvelle épreuve ne se substitue pas au certificat homologué d'études moyennes. Supprimer celui-ci serait lever l'obligation de parcourir le cycle entier des études moyennes du degré supérieur, et comme on l'a fait remarquer très justement, risquer de ruiner les humanités.

Il ne viendra à l'idée de personne de vouloir abréger la durée traditionnelle de ces études; le temps est un facteur essentiel pour l'éducation en général et pour l'éducation intellectuelle en particulier. Le certificat d'études moyennes ne fut jamais une garantie bien sérieuse de préparation aux études universitaires, mais il présente ce grand avantage de consacrer l'importance des études moyennes. Si l'on veut conserver à celles-ci « leur sérénité et leur harmonie » il faut maintenir le certificat prévu par la loi de 1890.

Ce serait une grave erreur de considérer que le but des études moyennes est de préparer aux études universitaires. Elles ont leur valeur et leur objet propres. Elles sont destinées surtout à former des hommes, c'est-à-dire des esprits pleinement conscients de leur dignité et de leurs devoirs, prêts à s'enthous-

siasmer pour tout ce que l'humanité a fait de noble et d'élevé, capables aussi d'observer la nature et de réfléchir sur ses mystères. Entre elles et les études professionnelles, il y a toute la distance qui sépare la culture de l'information.

Le projet du Gouvernement est inspiré de deux intentions qui se complètent, la première est d'améliorer les études moyennes, la seconde de ne permettre l'entrée à l'université qu'à ceux qui sont capables d'en suivre l'enseignement avec profit.

Dans son article 2, il établit les conditions générales dans lesquelles ces études moyennes doivent être faites en vue de préparer aux différentes carrières libérales.

Sous le régime de la loi de 1890, les aspirants au grade de candidat en philosophie et lettres préparatoire au doctorat en philosophie et lettres et à la candidature en droit ainsi que les aspirants au grade de candidat en sciences naturelles sont obligés de présenter, avant de pouvoir commencer leurs études universitaires, un certificat d'humanités gréco-latines. Ceux qui se destinent aux études de notariat, peuvent se contenter d'un certificat d'humanités latines. Enfin les aspirants au titre de candidat ingénieur ou de candidat en sciences physiques et mathématiques peuvent indifféremment présenter un certificat d'humanités latines mathématiques ou un certificat d'humanités modernes, y compris la première scientifique.

La première question qui se pose, est de savoir si l'on peut continuer à considérer comme équivalentes, au point de vue de la formation générale de l'esprit et du caractère, les humanités anciennes et ce que l'on a appelé les humanités modernes et permettre à ceux qui aspirent à faire partie de l'élite intellectuelle du pays, de se préparer à leur future mission en suivant des voies aussi distinctes.

Faut-il au contraire, renouant avec la tradition et considérant avec la presque unanimité des bons esprits que la « vieille éducation classique à base de langues anciennes (ou ayant au moins à sa base une langue ancienne) est le moyen par excellence d'obtenir la véritable culture générale de la personnalité », l'imposer à tous ceux qui se proposent d'entrer dans les carrières libérales?

Le Gouvernement adopte la seconde alternative.

Les humanités traditionnelles bénéficient depuis quelques années, non seulement en Europe mais aussi en Amérique, d'un important mouvement d'opinion. Les meilleurs esprits considèrent l'éducation classique comme « la culture vraiment spécifique de l'enseignement secondaire. Pourvu qu'on y fasse pénétrer des études scientifiques solides et intelligentes, elle est nécessaire, non pas seulement à la petite poignée des futurs humanistes, mais à tous ceux qui auront à penser et agir par eux-mêmes, à critiquer, comprendre, innover ».

Mieux que toutes les autres études, les études classiques exercent l'esprit d'analyse et développent l'esprit de finesse.

Mais elles ont aussi une valeur éducative, qui leur est propre. Elles permettent à la jeunesse des écoles de puiser directement aux trésors accumulés par la sagesse humaine dans les grandes œuvres littéraires du passé et d'élargir son horizon intellectuel de toute l'étendue du monde antique. Ainsi la jeunesse apprend à s'intéresser à ce qui est général, à connaître ce qu'il y a de permanent, d'éter-

nel dans les aspirations de l'âme humaine vers l'idéal. Et ces nobles sentiments, ces sages maximes la touchent d'autant plus qu'elles lui viennent de plus loin, apportées par de grandes et éloquents voix au travers des siècles.

Jamais, au cours des âges, les vertus civiques n'ont été pratiquées avec autant d'abnégation et de constance que dans les grandes cités antiques. C'est dans les œuvres des maîtres du génie latin que nous sont le mieux enseignés « le sérieux de la vie, la discipline sous la loi, la subordination de l'individu à la société, l'énergie militaire et civile, le courage du champ de bataille et celui de la tribune ou de la place publique, le dévouement à la patrie, l'humanité... sentiments éternels, c'est-à-dire susceptibles d'être en tous temps compris de tous les hommes, acceptés et suivis par eux ». (BRUNETIÈRE, *Le Génie latin*.)

Et ce n'est pas à l'homme seulement, c'est au savant que les humanités traditionnelles sont nécessaires; que l'on se rappelle à ce propos la magnifique défense des humanités présentée par des savants tels que H. POINCARÉ et LE CHATELIER.

Même les industriels et ceux qui occupent dans les affaires les plus hautes situations, apprécient vivement les qualités de l'esprit que donne la culture classique et voient en elle le meilleur instrument pour développer les facultés de jugement, de bon sens, de réflexion, d'activité, qui sont nécessaires à la réussite dans les affaires.

Mais s'il en est ainsi, y a-t-il quelque raison de permettre à ceux qui doivent constituer plus tard l'élite intellectuelle de se soustraire à l'influence bienfaisante de cette formation idéale qu'assurent les humanités anciennes?

Ne faut-il pas, au contraire, la procurer à tous ceux, quels que soient leur fortune et leur milieu, qui sont appelés à faire des études supérieures?

La réponse ne paraît pas douteuse.

Nous croyons cependant qu'il faut tenir compte des possibilités et des réalités. Certaines études universitaires exigent une connaissance plus approfondie des mathématiques. A moins d'imposer à ceux qui s'y préparent une année complémentaire d'études moyennes, ce qui n'est pas désirable, il faut réduire pour eux le temps consacré à l'étude des langues anciennes. C'est de cette préoccupation qu'est née la section latine mathématique de nos athénées, dans laquelle l'étude des sciences exactes a pu être élargie en sacrifiant la connaissance du grec.

Le but que se proposent les humanités, c'est-à-dire la formation intellectuelle et morale, peut, semble-t-il, être atteint par l'enseignement à base de latin, de langue maternelle, de mathématiques et de sciences.

Nous sommes d'ailleurs, en Belgique, dans une situation assez spéciale par suite de l'existence de deux langues nationales que tous au sortir de nos études moyennes nous devrions posséder et dont l'étude impose un surcroît de travail assez considérable.

La solution qui consiste à imposer l'étude de la langue grecque pendant les premières années des humanités et à dispenser ensuite de cette étude ceux qui désireraient s'adonner plus particulièrement aux mathématiques ou aux sciences, ne présente pas, à notre avis, de réels avantages.

Nous n'avons point, d'ailleurs, après les humanités proprement dites, la classe

de mathématiques spéciales et il n'est nullement indiqué d'en prévoir l'organisation, car les études moyennes commencent chez nous après six années d'études primaires. Elles occupent nos jeunes gens jusqu'à l'âge de 18 ans et il n'est pas souhaitable que l'entrée à l'Université soit retardée davantage.

La meilleure solution consiste donc à exiger pour les grades de candidat ingénieur et de candidat en sciences (section des sciences physiques et mathématiques) le certificat d'humanités latines mathématiques.

Les aspirants au grade de candidat en philosophie et lettres préparatoire au doctorat en philosophie, aux études juridiques et à la licence en notariat, devront être porteurs du certificat d'humanités gréco-latines.

Pour les aspirants au grade de candidat en sciences (sciences physiques et mathématiques exceptées) ainsi qu'au grade de candidat en sciences naturelles et en médecine, la possession du certificat d'humanités gréco-latines est actuellement requise. Il convient au plus grand nombre de ces étudiants. Une préparation mathématique approfondie n'est pas indispensable à la généralité des médecins, aux pharmaciens ni à tous les docteurs en sciences. Elle est cependant très utile pour ceux qui s'adonneront à la recherche scientifique; ceux-là auront avantage à faire des humanités latines mathématiques. En conséquence, le projet de loi laisse le choix aux étudiants de ces catégories entre le certificat d'humanités gréco-latines et celui d'humanités latines mathématiques.

Tels sont les principes généraux de la réforme que je sou mets au Parlement.

Sans unifier entièrement les études d'enseignement moyen, elle y mettrait plus de culture vraiment humaine; elle assurerait l'équilibre de l'enseignement classique et de l'enseignement scientifique; elle serait, j'en suis convaincu, féconde en heureux résultats.

EXAMEN DES ARTICLES.

ARTICLE PREMIER.

L'article 1^{er} dispose que nul ne peut se présenter aux examens pour la collation des grades académiques s'il n'a subi avec succès devant un jury composé conformément à la loi, un examen public constatant qu'il est apte à suivre avec fruit les cours d'enseignement supérieur.

Les Universités constituent elles-mêmes le ou les jurys d'admission. Comme il s'agit d'un examen d'entrée à l'Université et en quelque sorte du premier examen universitaire, comme, d'autre part, la loi fait confiance aux Universités pour la collation des grades académiques, il a paru logique de laisser aux Universités le soin de constituer les jurys.

Une restriction à la liberté des Universités est cependant introduite; les jurys se composeront, à concurrence d'un tiers au moins, de professeurs de l'enseignement moyen officiel ou libre. Il y a lieu, en effet, de réunir dans ces jurys les deux catégories de professeurs. « La participation des professeurs de faculté est une garantie d'impartialité et de justice et constitue de plus un contrôle permanent de l'enseignement secondaire; d'autre part, les professeurs de cet

enseignement maintiennent à l'examen son véritable caractère et donnent au jury le sens de ce qu'on peut demander raisonnablement à un élève de 18 ans... Les qualités nécessaires à un examinateur sont, en l'espèce, plutôt des qualités pédagogiques et professionnelles que des qualités d'érudition très savante et de culture très spécialisée. »

En ce qui concerne les établissements pour lesquels des jurys spéciaux sont constitués pour la collation des grades académiques (art. 34 de la loi de 1890, art. 28 du projet soumis aux délibérations des Chambres législatives), les jurys d'admission seront nommés par le Gouvernement, d'après les principes établis pour la constitution des jurys des examens académiques proprement dits; ils seront composés de telle sorte que les professeurs de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé y soient appelés en nombre égal. Toutefois, comme les jurys d'admission constitués par les Universités, ils comprendront un tiers au moins de professeurs de l'enseignement moyen.

Le dernier paragraphe de l'article premier autorise les Universités et les établissements dont il vient d'être question, à recevoir sans nouvel examen les récipiendires qui ont subi l'examen d'admission devant l'un quelconque des jurys, mais le droit de passer dans un autre établissement que celui où l'on a subi l'examen d'admission, n'est pas reconnu aux étudiants.

Le droit d'appréciation est réservé aux autorités qui dirigent les établissements d'enseignement supérieur.

ART. 2.

Pour pouvoir se présenter à l'examen d'admission, il faut, comme je l'ai exposé, être porteur d'un certificat homologué d'humanités. Le certificat requis pour les aspirants au grade de candidat en philosophie et lettres est le certificat d'humanités gréco-latines; pour les aspirants au grade de candidat en sciences (section des sciences physiques et chimiques, section des sciences géologiques et minéralogiques, section des sciences naturelles, des sciences géographiques et de pharmacie) ou au grade de candidat en sciences naturelles et en médecine, chirurgie et accouchements, c'est le certificat d'humanités gréco-latines ou d'humanités latines-mathématiques; pour les aspirants au grade de candidat en sciences (section des sciences physiques et mathématiques) et au grade de candidat-ingénieur, c'est le certificat d'humanités latines-mathématiques.

Des dispositions transitoires sont prévues cependant :

1° Pour les aspirants au grade de candidat en philosophie et lettres préparatoire à la licence en notariat; de même qu'actuellement, le certificat d'humanités latines (non compris les mathématiques de la première scientifique) sera considéré comme suffisant pendant une période de quatre années;

2° Pour les aspirants au grade de candidat en sciences (section des sciences physiques et mathématiques) et au grade de candidat-ingénieur; le certificat d'humanités modernes, y compris la première scientifique, continuera à être admis pendant une période de cinq années.

Il faut, en effet, permettre aux jeunes gens qui auront commencé leurs études moyennes sous le régime de la loi de 1890, de les continuer sous le même régime.

Les certificats d'études moyennes délivrés par les chefs des établissements d'enseignement moyen seront soumis comme actuellement au jury d'homologation. Sa composition reste telle que l'a fixée le législateur de 1890, mais sa compétence sera limitée. Il ne lui appartiendra plus d'apprécier si les porteurs de certificats sont aptes à suivre avec fruit les cours d'enseignement supérieur.

ART. 3.

L'article 3 détermine le caractère de chacune des épreuves dont se compose l'examen d'admission et énumère les matières de ces épreuves.

La première épreuve est générale, imposée à tous les récipiendaires.

Elle comprend :

1° Une composition française ou flamande ou une relation écrite en français ou en flamand d'un exposé oral d'ordre général fait par un membre du jury ;

2° Une épreuve sur la langue anglaise ou sur la langue allemande ou sur celle des langues française ou flamande n'ayant pas fait l'objet de l'épreuve mentionnée au 1°.

Les récipiendaires qui ont fait leurs études dans les arrondissements administratifs d'Arlon, de Bastogne, de Verviers ou dans les cantons rédimés d'Eupen-Malmédy peuvent choisir l'allemand comme première langue. L'épreuve de seconde langue porte pour eux sur le français, le flamand ou l'anglais.

Cette disposition s'inspire des prescriptions de la loi du 12 mai 1910 concernant l'étude des langues modernes dans les établissements d'enseignement moyen.

L'épreuve spéciale varie selon que les récipiendaires aspirent au grade de candidat en philosophie et lettres, au grade de candidat en sciences ou à celui de candidat-ingénieur. Elle porte, pour les premiers et éventuellement pour les seconds, sur le latin, le grec et les notions fondamentales des mathématiques et de la physique; pour les candidats en sciences, hormis ceux qui se destinent aux sciences physiques et mathématiques, la traduction du grec peut être remplacée par une interrogation plus approfondie sur les mathématiques et la physique; pour les aspirants au grade de candidat-ingénieur ou au grade de candidat en sciences (section des sciences physiques et mathématiques), l'épreuve spéciale comprend une interrogation écrite ou orale sur chacune des matières que comporte le programme de mathématiques de la section scientifique des établissements d'enseignement moyen et qui constituent d'ailleurs la majeure partie du programme de l'épreuve prévue pour les mêmes études universitaires par l'article 12 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891.

L'on objectera peut-être qu'il eût été préférable de faire porter les épreuves sur toutes les matières de l'enseignement des humanités ou au moins de laisser les récipiendaires dans le doute au sujet des matières sur lesquelles ils seraient

interrogés. Si l'examen ne comprend pas l'histoire, la géographie, les sciences naturelles, les langues étrangères, les élèves des athénées et collèges ne négligeront-ils pas ces parties du programme, et, au lieu d'arriver au relèvement du régime existant, ne risque-t-on pas d'en diminuer la valeur?

Il convient de faire observer que les programmes des athénées et collèges ne seront pas amoindris; ensuite, que le certificat de fin d'études moyennes n'est pas supprimé; la responsabilité du chef d'établissement qui le délivre et atteste par là que le récipiendaire a suivi avec fruit un cours complet d'humanités, reste entière. Une nouvelle garantie vient s'ajouter en ce qui concerne les cours les plus importants à la garantie que donne pour l'ensemble des cours le préfet de l'athénée ou le directeur du collège.

Au surplus, si l'examen comprend des matières où la mémoire de l'élève surtout se trouve sollicitée, ne pèsera-t-il pas d'un poids funeste sur le programme de la rhétorique, classe dont l'importance est capitale au point de vue de la culture aussi bien morale que littéraire et scientifique des jeunes gens?

Ce serait retomber dans les inconvénients du graduat, qui, établi deux fois par des lois antérieures, en 1849 et en 1861, dut être abandonné quelques années plus tard.

Dans le système qui est préconisé ici, les matières sur lesquelles porte l'interrogatoire, sont caractéristiques de chacune des deux sections des humanités et l'épreuve est réglée de telle manière qu'elle n'impose aux récipiendaires ni grand effort de mémoire, ni préparation intensive en vue de l'examen. Elle est destinée à révéler des aptitudes générales, fruit d'une sérieuse éducation intellectuelle. C'est, de l'avis unanime, le but à atteindre.

Mais faut-il imposer aux élèves des humanités gréco-latines une épreuve sur les mathématiques et sur la physique?

La réponse doit être affirmative. Si le but des humanités est de former l'esprit et d'éduquer toutes nos facultés intellectuelles, nul ne contestera que l'habitude du raisonnement mathématique ne contribue puissamment à l'atteindre.

On peut en dire autant des sciences naturelles. Elles développent l'esprit d'observation; elles éveillent l'intérêt de l'homme pour les phénomènes naturels. On ne conçoit plus à notre époque qu'un esprit cultivé, se repliant sur lui-même, se désintéresse complètement de la nature qui l'entoure. Limitée à l'étude des passions et du génie humains par l'analyse des chefs-d'œuvre des littératures anciennes et modernes ou à l'observation de la destinée des individus et des peuples par l'histoire, sa connaissance de l'homme serait incomplète, si elle le détachait du monde dans lequel il vit. L'homme subit les lois de la nature : pour le bien comprendre, il faut étudier celles-ci.

Parmi les sciences naturelles, il en est une qui s'occupe des lois essentielles qui régissent le monde et les forces qui l'animent : c'est la physique.

Son étude est à la base des autres sciences naturelles, qui, sans son secours, ne peuvent être que classement et nomenclature. Pour ces raisons, il a paru nécessaire d'inscrire un entretien sur les notions fondamentales des mathématiques et de la physique à l'épreuve de fin d'humanités.

Il s'agit moins d'interroger le récipiendaire sur les connaissances précises

qu'il peut avoir acquises en ces matières, que de s'assurer des résultats obtenus par leur enseignement au point de vue de la formation de son esprit. Ici, comme partout ailleurs, il importe plus de bien connaître un petit nombre de choses, bien reliées entre elles, que d'avoir des notions éparses et fragmentaires dans des domaines étendus.

Une dernière observation sera de nature, croyons-nous, à rassurer ceux qui redouteraient qu'une épreuve sur la partie scientifique du programme des humanités ne soit jugée trop difficile pour les élèves qui désirent entreprendre des études philosophiques et littéraires et qui, bien à tort d'ailleurs, n'accordent souvent pas aux mathématiques et aux sciences l'importance qu'elles ont dans un plan d'éducation générale. Dans l'appréciation de l'épreuve générale et de l'épreuve spéciale de l'examen d'admission, il n'y a pas de cote d'exclusion pour une branche déterminée; les membres du jury ont simplement à répondre à la question suivante :

« Estimez-vous, tant au point de vue des connaissances que de la maturité de » l'intelligence, que le candidat est apte à entreprendre des études universitaires? »

ART. 4.

Aux termes de l'article 2, nul ne peut se présenter à l'examen d'admission aux études préparatoires aux grades académiques, s'il n'est porteur d'un certificat homologué d'études moyennes.

A défaut de certificat admis par le jury d'homologation, les récipiendaires doivent subir un examen d'admission qui présente le double caractère d'examen de maturité et d'examen de connaissance, et porte sur les matières qui constituent le programme minimum, soit des humanités gréco-latines, soit des humanités latines mathématiques.

Il est nécessaire que la loi détermine exactement les matières des épreuves à subir par ceux qui n'ont pas fait d'études moyennes complètes, et il paraîtrait inadmissible à beaucoup que le législateur laissât ce soin au Gouvernement.

Comme il s'agit d'un examen portant sur l'ensemble des matières enseignées dans les humanités, c'est au législateur qu'il appartient de les fixer.

Elles devront d'ailleurs être énumérées dans la formule du certificat d'études moyennes que délivreront, en vertu de l'article 2, les chefs d'établissement et qui seront soumis au jury d'homologation.

Semblable disposition ne peut avoir pour effet d'immobiliser l'enseignement moyen et d'en entraver le développement : l'ensemble de ces matières doit être considéré comme un minimum qu'il sera possible, tant dans l'enseignement moyen officiel que dans l'enseignement libre, de compléter. Au surplus, elle ne fait que reproduire dans ses traits essentiels une disposition analogue de la loi de 1890-1891.

Par des mesures transitoires qui correspondent à celles de l'article 2, les aspirants au grade de candidat en philosophie et lettres préparatoire à la licence en notariat sont dispensés, pour une période de quatre ans, de l'épreuve sur la langue grecque, et les aspirants au grade de candidat en sciences (section des

sciences physiques et mathématiques) ou au grade de candidat ingénieur sont dispensés, pendant une période de cinq ans, de l'épreuve sur la langue latine,

ART. 5.

L'article 5 dispose que le porteur d'un certificat homologué qui voudrait se présenter à un examen d'admission pour lequel ce certificat n'est pas valable, est tenu de subir, indépendamment de l'épreuve générale et de l'épreuve spéciale prévues par l'article 3, une épreuve complémentaire, telle qu'elle est prévue à l'article 4, sur celles des matières dont il n'est pas fait mention dans son certificat homologué.

Le porteur d'un certificat d'admission qui voudrait se présenter à un examen académique pour lequel ce certificat n'est pas valable, est tenu de subir au préalable une épreuve spéciale sur celles des matières énumérées à l'article 4 dont il n'est pas fait mention dans son certificat d'admission.

Ces dispositions se justifient d'elles-mêmes.

ART. 6.

Le projet de loi admet à l'article 6 le principe de l'équivalence aux certificats d'études moyennes délivrés par le jury d'homologation et aux titres délivrés par les jurys d'admission aux études universitaires, des certificats d'études moyennes ou des certificats d'admission aux études universitaires délivrés à l'étranger. Les jeunes gens porteurs d'un certificat d'études moyennes faites à l'étranger devront soumettre ce certificat au jury d'homologation, qui pourra le déclarer équivalent aux titres qu'il délivre. Les certificats délivrés à la suite d'épreuves de maturité ou d'admission à l'université dans les pays étrangers pourront également être admis à l'équivalence par les jurys d'admission, et les jeunes gens qui en sont porteurs, pourront aborder directement les études universitaires. Ces équivalences sont accordées purement et simplement ou à la suite d'une épreuve complémentaire dont les matières sont déterminées par les jurys.

En vue d'établir une jurisprudence uniforme pour l'admission des équivalences, celles-ci devront être publiées au *Moniteur* dans le mois qui suit la clôture de chacune des sessions des jurys.

ART. 7.

Il n'y a par an qu'une session pour les examens d'admission. Étant donné le caractère de ces examens, il ne paraît pas possible qu'un récipiendaire reconnu inapte ou insuffisamment préparé aux études supérieures soit l'objet d'une appréciation plus favorable à quelques semaines de distance. Les examens d'admission ne pourront avoir lieu, en effet, avant le mois d'août, puisque les récipiendaires doivent être porteurs d'un certificat homologué et que le jury d'homologation ne peut commencer ses opérations que vers la fin de l'année scolaire. Les Universités se trouveraient d'ailleurs dans l'impossibilité de pro-

céder à ces examens avant la fin de la première session des jurys pour la collation des grades académiques; il est d'autre part indispensable que les examens d'admission soient complètement terminés au commencement de l'année académique.

Il va de soi cependant que si des récipiendaires dûment inscrits se trouvent dans l'impossibilité, pour un motif admis par le jury, de se présenter à l'examen, la session pourrait être prolongée en leur faveur; mais, en aucun cas, le même récipiendaire ne sera admis à se représenter, après un échec, au cours de la même session.

ART. 8.

Les certificats d'admission ne sont pas soumis à la formalité de l'entérinement. Il en était de même sous le régime de la loi de 1890-1891 pour les certificats d'admission délivrés par les divers jurys aux aspirants au grade de candidat ingénieur.

ART. 9.

L'article 9 fixe la date à partir de laquelle la loi sera obligatoire. Comme il importe qu'une période transitoire soit ménagée avant l'application du régime que la loi instaure, l'application de celle-ci est reportée à la fin de la seconde année scolaire qui suivra sa promulgation. A cette date s'ouvrira pour la première fois la session des jurys d'admission. A la même date, les dispositions des articles 5 à 12 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 cesseront d'être en vigueur.

Il est à peine nécessaire de faire observer que le présent projet de loi ne concerne que les aspirants aux études universitaires qui conduisent aux grades académiques légaux. Les Universités peuvent, dans les conditions à déterminer par le Gouvernement pour les Universités de l'État et par les autorités qui les dirigent, pour les Universités libres, décerner des grades scientifiques.

L'inscription aux cours préparatoires à ces grades ne sera pas nécessairement subordonnée à la possession du certificat d'admission. Celui-ci ne sera pas davantage exigé des personnes qui suivraient certains cours d'université sans l'intention de subir des examens ou de conquérir des grades académiques, mais en vue seulement de compléter leur instruction et de se pénétrer de l'esprit de l'enseignement supérieur.

Le Ministre des Sciences et des Arts,
P. NOLF.

(N° 237)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 MEI 1924.

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 5 tot 12 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 en tot instelling van een toelatingsexamen tot de universitaire studiën.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het onderhavige wetsontwerp heeft ten doel de artikelen 5 tot 12 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 op het toekennen der academische graden te vervangen door nieuwe bepalingen waarvan de voornaamste bestaat in het instellen van een toelatingsexamen tot de universitaire studiën. Het gaat uit van de gedachte welke ten grondslag ligt aan het wetsvoorstel dat den 2 Februari 1922 door den achtbaren heer Destrée is ingediend. Het is noodig gebleken het eerder als afzonderlijk ontwerp in te dienen dan als amendement bij bedoeld voorstel omdat de tekst van sommige bepalingen en de grond zelf van verscheidene andere merkkelijk verschillen van het wetsvoorstel dat wij aan den gewezen Minister van Kunsten en Wetenschappen te danken hebben.

Onder het stelsel der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 zijn de eerste academische graden welke de universiteiten ter uitvoering van de wet toekennen, de graden van candidaat in de wijsbegeerte en letteren, van candidaat-notaris, van candidaat in de natuurwetenschappen, van candidaat in de wis- en de natuurkundige wetenschappen en van candidaat-ingenieur.

Het eerste artikel van het wetsontwerp dat ik den 26ⁿ Februari 1924 bij den Senaat heb ingediend (n° 97), wijziget de lijst der academische graden en inzonderheid die der eerste toe te kennen graden. De graad van candidaat in de wijsbegeerte en letteren wordt vereischt van hen die voor notaris willen studeeren (licentiaatsexamen in het notariaat). De graad van candidaat-notaris vervalt; hetzelfde geldt voor den graad van candidaat in de natuurwetenschappen en voor den graad van candidaat in de wis- en natuurkundige wetenschappen welke vervangen worden door den eenigen graad van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der wis- en natuurkundige wetenschappen; afdeeling der schei- en natuurkundige wetenschappen; afdeeling der aard- en delfstofkundige weten-

schappen; afdeeling der natuurwetenschappen, der aardrijkskundige wetenschappen en der artseneijbereidkunde); er wordt een vereenigde graad van candidaat in de natuurwetenschappen en in de genees-, heel- en verloskunde ingesteld.

Het tegenwoordige wetsontwerp houdt rekening met de wijzigingen voorgesteld bij het eerste artikel der wet op het toekennen der academische graden. Er dient trouwens opgemerkt dat zoo bedoelde wijzigingen niet aangenomen werden, het zou volstaan aan den tekst van het onderhavige ontwerp enkele onbelangrijke veranderingen te brengen welke zonder invloed zouden zijn op de inrichting van het geheel.

Toelatingsexamen tot de universitaire studiën.

In den loop van verleden eeuw heeft de wetgever zich herhaaldelijk beziggehouden met de eischen te stellen voor het toelaten tot de universitaire studiën. Zooals de toelichting van het door den heer Destrée ingediende wetsvoorstel heel duidelijk aantoonst, zijn de denkbeelden dienaangaande verschillende malen veranderd; de tijdperken van volledige vrijheid gedurende dewelke de toegang tot de universiteiten aan geen enkele voorwaarde was onderworpen, werden geregeld opgevolgd door tijdperken gekenmerkt door het bestaan van een waarborgenstelsel: dan eens was het een wezenlijk ingangsexamen afgelegd vóór een centrale examencommissie, dan eenvoudiger een getuigschrift van volledige humaniora.

De gevolgen welke geregeld uit deze drie stelsels voortsproten kunnen bondig gekenschetst worden als volgt.

Gedurende de tijdperken van vrijheid, stelde men onveranderlijk een daling van het peil der middelbare studiën en der universitaire studiën vast.

Het ingangsexamen bekend onder den naam van graduaat, gaf aanleiding tot gewettigde protesten. Men verweet het dat het een oorzaak van overlading was in den loop der middelbare studiën; dat het deze afleidde van haar wezenlijk doel dat eerder bestaat in het vormen van geest en karakter dan in het overladen van het geheugen met een menigte slecht gevatte en vluchtige begrippen; en eindelijk doordat het een eenvormig eindprogramma van middelbare studiën oplegde, dat het strijdig was met den vrijheidsgeest welke steeds op het gebied van onderwijs een vruchtbare bron van volmaking en vooruitgang is geweest.

Sedert de wet van 1890-1891 leven wij onder het stelsel van het getuigschrift van middelbare studiën.

Dit stelsel dat een soort van middelterm is tusschen de twee vorige stelsels, heeft de onderwijswereld nooit volkomen voldoening geschonken. Het voornaamste bezwaar dat men er tegen inbrengt is dat het een bijna onbeduidend schiftingsmiddel is, doordien geen ernstig toezicht geoefend wordt door een centrale overheid op de waarde der afgeleverde getuigschriften.

Het leerarenkorps van het middelbaar onderwijs en van het hooger onderwijs vraagt met nadruk dat er een andere waarborg zou gevoegd worden bij dien van

het getuigschrift. 80 % van de 644 hoogleeraren en leeraren welke deel genomen hebben aan het onlangs gehouden referendum, hebben gevraagd dat er een rijpheidsexamen zou ingesteld worden. De verbeteringsraad voor het hooger onderwijs waarin de vier universiteiten van het land vertegenwoordigd zijn en de verbeteringsraad voor het middelbaar onderwijs waarin de vertegenwoordigers van de athenaea et de vrije colleges zitting hebben, hebben beiden met algemeene stemmen van hun aanwezige leden een verklaring in denzelfden zin afgelegd. Hetzelfde geldt voor de Bijzondere Commissie welke in 1923 op verzoek van het Parlement is opgericht en welke samengesteld was uit vooraanstaande leden van het onderwijzend personeel der vier universiteiten en der inrichtingen voor openbaar en vrij middelbaar onderwijs.

Gelet op die gedachtenstrooming bij de opvoeders onzer jeugd, kan het Parlement zich moeilijk onttrekken aan een nieuw onderzoek van dit zoo dikwijls besproken vraagstuk. Om echter duurzaam werk te verrichten, dient het zich te laten leiden door de ervaringen van het verleden en mag het verlangen naar een volmaakt werk het niet aanzetten te strenge eischen te stellen welke door een nieuwen terugkeer van herhaaldelijk waargenomen gebeurtenissen een reactie zou kunnen uitlokken die rechtstreeks in strijd zou zijn met het doel dat men wenscht te bereiken.

Niemand zal betwisten dat het belangrijker is dan ooit aan onze studenten bij hun toelating tot de universiteit een voldoende verstandelijke vorming te verzekeren, op een oogenblik dat het universitair onderwijs zich tracht aan te vullen door praktische lessen en oefeningen die hoe langer hoe meer belang krijgen. Het mag niet gebeuren dat de vooruitgang der studiën vertraagd wordt of dat hun peil daalt wegens de tegenwoordigheid in de gehoorzalen en de laboratoria van jonge lieden die of onvoldoende voorbereid of heelemaal ongeschikt zijn.

Doch het plaatsen van een slagboom vóór den ingang van de universiteit is niet alleen een middel tot schifting der meerbegaafden. Die maatregel zal ongetwijfeld een gunstigen invloed oefenen op de waarde der middelbare studiën. De leerlingen der athenaea en der colleges zullen er een nieuwen prikkel in vinden welke de hoofden der inrichtingen en de leeraars hunne taak doelmatiger zal helpen vervullen.

Getuigschriften van middelbare studiën.

Opdat deze gelukkige uitslag volledig bereikt worde, mag de nieuwe proef niet in de plaats gesteld worden van het gehomologeerd getuigschrift van middelbare studiën. Moest men dit laatste afschaffen dan zou men de leerlingen van de verplichting ontslaan den volledige kring der middelbare studiën van den hooger grad te doorloopen en zou men, zooals men het heel juist heeft doen opmerken, het gevaar loopen de humaniora te ondermijnen.

Bij niemand zal wel het denkbeeld oprijzen den traditioneelen duur der studiën te willen verkorten; de tijd is een noodzakelijke factor voor de opvoeding over het algemeen en voor de verstandelijke opvoeding in het bijzonder. Het getuigschrift van middelbare studiën was nooit een heel ernstige waarborg van

voorbereiding tot de universitaire studiën doch het biedt dit groot voordeel aan dat het de belangrijkheid der middelbare studiën bevestigt. Zoo men aan deze haar helderheid en haar harmonie wil behouden, moet men het bij de wet van 1890 voorziene getuigschrift handhaven.

Het zou eene grove dwaling zijn te meenen dat de middelbare studiën ten doel hebben de leerlingen vóór te bereiden tot de universitaire studiën. Zij hebben haar eigen waarde en haar eigen taak. Zij zijn vooral bestemd om menschen te vormen, d. i. wezens die zich ten volle bewust zijn van hun waardigheid en van hun plichten en die gemakkelijk in geestdrift geraken voor al het edele en het verhevene dat de menschheid heeft voortgebracht en tevens in staat zijn om de natuur waar te nemen en na te denken over haar verborgenheden. Tusschen haar en de beroepsstudiën bestaat hetzelfde verschil als tusschen cultuur en kennis.

Het ontwerp der Regeering gaat uit van twee bedoelingen welke elkander aanvullen en waarvan de eerste de middelbare studiën wil verbeteren en de tweede de universiteit enkel wil toegankelijk maken voor hen die in staat zijn er het onderwijs met vrucht van te genieten.

In zijn artikel 2 bepaalt het de algemeene voorwaarden waaronder die middelbare studiën moeten voltrokken worden met het oog op de opleiding tot de verschillende vrije beroepen.

Onder het stelsel der wet van 1890 zijn de aspiranten naar den graad van candidaat in de wijsbegeerte en letteren voorbereidende tot het doctoraat in de wijsbegeerte en letteren en tot het candidaatsexamen in de rechten en de aspiranten naar den graad van candidaat in de natuurwetenschappen verplicht een getuigschrift van Grieksch-Latijnsche humaniora over te leggen vooraleer hun universitaire studiën te mogen aanvangen. Voor hen die de studiën van het notariaat willen voltrekken, volstaat een getuigschrift van Latijnsche humaniora. Ten slotte mogen de aspiranten naar den titel van candidaat-ingenieur of van candidaat in de wis- en natuurkundige wetenschappen onverschillig een getuigschrift overleggen van wiskundig-latijnsche humaniora, of een getuigschrift van moderne humaniora tot en met de eerste wetenschappelijke klasse.

De eerste vraag die oprijst is of men in opzicht van de algemeene vorming van karakter en geest de oude humaniora en de moderne humaniora als gelijkwaardig mag blijven beschouwen en of men hen die deel willen uitmaken van de verstandelijke elite van het land in de mogelijkheid moet blijven stellen zich tot hun toekomstige taak vóór te bereiden alhoewel zij zoo verschillende wegen volgen.

Moet men integendeel, in aansluiting met het verleden en overwegende met bijna al de ontwikkelde geesten dat de oude klassieke opleiding met oude talen als grondslag (of althans met één oude taal als grondslag) het middel bij uitnemendheid is om de wezenlijke algemeene cultuur der persoonlijkheid te verzekeren, die opleiding verplicht stellen voor al diegene welke voornemens zijn een vrije loopbaan te kiezen?

De Regeering sluit zich bij deze tweede zienswijze aan.

Sedert enkele jaren neemt men niet enkel in Europa doch ook in Amerika een belangrijke gedachtenstrooming waar ten voordeele van de traditioneele huma-

niora. De klaarste geesten beschouwen de klassieke opleiding « als de cultuur die wezenlijk past bij het middelbaar onderwijs ». Mits men er degelijke en verstandige wetenschappelijke studiën in opneme, is zij niet enkel noodzakelijk voor het klein aantal toekomstige humanisten, doch voor al degenen welke zelf zullen moeten nadenken en handelen, welke zullen moeten beoordeelen, begrijpen en vernieuwen.

Beter dan alle andere studiën oefenen de klassieke studiën inderdaad den ontledingsgeest en ontwikkelen zij de scherpzinnigheid.

Doch zij hebben ook een eigen opvoedende waarde. Zij stellen de schooljeugd in de gelegenheid rechtstreeks te putten uit de schatten welke de menschelijke wijsheid opeengestapeld heeft in de groote letterkundige werken van het verleden en haar verstandelijken gezichteinder uit te breiden over gansch de uitgestrektheid van de oude wereld. Zoo leert de jeugd belang te stellen in wat algemeen is, te onderscheiden wat er bestendig, eeuwig is in het streven der menschelijke ziel naar het ideaal. En die edele gevoelens, die wijze stelregels treffen haar des te meer daar zij van heel ver komen en door de eeuwen heen aangebracht zijn door groote en welsprekende stemmen.

In den loop der tijden werden de burgerdengden nooit met meer zelfopoffering en standvastigheid betracht dan in de groote steden der oudheid. Het is in de werken der grootmeesters van den Latijnschen geest dat wij het beste « den ernst van het leven leeren, evenals de tucht onder de wet, de ondergeschiktheid van den eenling aan de maatschappij, de militaire en burgerlijke wilskracht, den moed op het slagveld zoowel als op de tribune en het openbaar plein, de verknochtheid aan het vaderland, de menscheijkheid, de gelijkheid... eeuwige gevoelens welke te allen tijde door al de menschen kunnen begrepen worden, aanvaard en nagevolgd ». (BRUNETIÈRE, *Le Génie latin.*)

En het is niet enkel voor den mensch, het is ook voor den geleerde dat de traditioneele humaniora noodzakelijk zijn; dat men zich dienaangaande de prachtige verdediging der humaniora herinnere welke door geleerden als H. POINCARÉ en LE CHATELIER, is voorgedragen.

Zelfs de nijveraars en zij die in de zakenwereld de hoogste plaatsen bekleeden, waardeeren ten zeerste de geesteshoedanigheden welke de vrucht zijn van een klassieke opleiding en zien in haar het beste werktuig ter ontwikkeling van de vermogens van het logisch denken en redenceren, het oordeel, het gezond verstand, de overweging, de werkzaamheid welke noodig zijn voor het welslagen der zaken.

Zoo dit dan het geval is, bestaan er dan redenen om hen welke later de verstandelijke elite moeten uitmaken, toe te laten zich te onttrekken aan den weldadigen invloed van die ideale vorming die men door de oude humaniora kan verkrijgen?

Moet men ze niet integendeel verschaffen aan al degenen, welke ook hun fortuin of hun omgeving zij, die geroepen worden om hogere studiën te voltrekken? Het antwoord schijnt aan geen twijfel onderhevig te zijn.

Wij meenen nochtans dat er rekening dient gehouden met de mogelijkheden en met de werkelijkheid. Sommige universitaire studiën vereischen een grondiger bekendheid met de wiskunde. Zoo men hen die er zich toe voorbereiden geen

aanvullend jaar middelbare studiën oplegt, wat niet wenschelijk is, moet men voor hen den tijd inkrimpen die aan de studie der oude talen wordt gewijd. Het is uit die bezorgdheid dat de wiskundig-latijnsche afdeeling van onze athenaea is voortgesproten, waarin de studie der exacte wetenschappen kon uitgebreid worden door af te zien van de kennis van het Grieksch.

Het doel dat de humaniora nastreven, d. i. de verstandelijke en zedelijke vorming, kan, naar het schijnt, bereikt worden door een onderwijs met als grondslag Latijn, moedertaal, wiskunde en wetenschappen.

Wij verkeeren trouwens in België in een tamelijk bijzonderen toestand tengevolge van het bestaan van twee landstalen welke wij allen bij het eindigen van onze middelbare studiën zouden moeten kennen en waarvan de studie een tamelijk belangrijke werkvermeerdering vereischt.

De oplossing welke bestaat in het opleggen van de studie van het Grieksch gedurende de eerste jaren der humaniora om daarna hen die zich inzonderheid op de wiskunde en de wetenschappen willen toeleggen, er van vrij te stellen, biedt, onzes inziens, geen wezenlijke voordeelen aan.

Wij bezitten trouwens, na de eigenlijke humaniora, geen klasse voor de bijzondere wiskunde en het is heelemaal niet noodig er de inrichting van te voorzien want de middelbare studiën beginnen te onzent na zes jaar lager onderwijs. Zij houden onze jonge lieden bezig tot op achttienjarigen leeftijd en het is niet wenschelijk de toelating tot de universiteit nog langer uit te stellen.

De beste oplossing is dus voor de graden van candidaat-ingenieur en van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der wis- en natuurkundige wetenschappen) het getuigschrift van wiskundig-latijnsche humaniora te eischen.

De aspiranten naar den graad van candidaat in de wijsbegeerte en letteren voorbereidende tot het doctoraat in de wijsbegeerte en letteren, tot de rechtsstudiën en tot het licentiaatsexamen in het notariaat, zullen het getuigschrift van Grieksch-Latijnsche humaniora moeten bezitten.

Voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de wetenschappen (met uitzondering van de wis- en natuurkundige wetenschappen) en naar den graad van candidaat in de natuurwetenschappen en in de geneeskunde, wordt thans het bezit van het getuigschrift van Grieksch-Latijnsche humaniora geeischt. Dit bewijs volstaat voor het grootste getal dier studenten. Een grondige wiskundige voorbereiding is niet noodzakelijk voor de geneesheeren over het algemeen, voor de apothekers, noch voor al de doctoren in de wetenschappen. Zij is nochtans zeer nuttig voor hen die zich aan wetenschappelijke navorschingen wijden; die leerlingen zullen er belang bij hebben wiskundig-latijnsche humaniora te voltrekken. Dienvolgens laat het wetsontwerp aan die soort van studenten de keuze tusschen het getuigschrift van Grieksch-Latijnsche humaniora en het getuigschrift van wiskundig-latijnsche humaniora.

Dit zijn de algemeene beginselen van de hervorming welke ik aan het Parlement onderwerp.

Zonder de studiën van het middelbaar onderwijs geheel eenvormig te maken, zal zij er toch meer waarlijk menschelijke cultuur in brengen, zal zij het evenwicht tusschen de klassieke opleiding en het wetenschappelijk onderwijs verzekeren en zal zij, ik ben er van overtuigd, gelukkige uitslagen opleveren.

ONDERZOEK DER ARTIKELN.**EERSTE ARTIKEL.**

Naar luid van het eerste artikel mag niemand zich voor de examens tot het toekennen der academische graden aanmelden zoo hij niet met goed gevolg vóór een overeenkomstig de wet samengestelde commissie een openbaar examen heeft afgelegd waaruit blijkt dat hij geschikt is om met vrucht de lessen van het hooger onderwijs te volgen.

De universiteiten stellen zelf een of verschillende toelatingscommissies aan. Daar het een toelatingsexamen tot de universiteit en in zekeren zin het eerste universitair examen geldt, daar de wet anderzijds vertrouwen stelt in de universiteiten voor het toekennen der academische graden, is het ook logisch gebleken de universiteiten met de samenstelling der commissies te belasten.

Een beperking van de vrijheid der universiteiten is nochtans opgenomen; de commissies zullen samengesteld zijn uit ten minste een derde leeraars van het openbaar of vrij middelbaar onderwijs. De twee soorten van leerkrachten dienen inderdaad in die commissies vereenigd te worden. « De deelneming der faculteitsprofessoren is een waarborg van onpartijdigheid en van rechtvaardigheid en tevens een bestendig middel van toezicht op het middelbaar onderwijs; anderzijds behouden de leeraars van laatstgenoemd onderwijs aan het examen zijn wezenlijk karakter en toonen aan de commissies wat men redelijkerwijze aan een leerling van achttien jaar mag vragen... De hoedanigheden welke van een examinerator geëischt worden zijn in dit geval eerder opvoedkundige en beroepseigenschappen dan een zeer groote geleerdheid en een heel gespecialiseerde cultuur. »

Wat de inrichtingen betreft voor dewelke bijzondere examencommissies zijn ingesteld ter toekenning van de academische graden (art. 34 der wet van 1890, art. 28 van het ontwerp dat aan de beraadslagingen der Wetgevende Kamers is onderworpen), worden de toelatingscommissies door de Regeering benoemd volgens de beginselen bepaald voor het samenstellen van de commissies der eigenlijke academische examens; die commissies zullen derwijze samengesteld worden dat de professoren van het openbaar onderwijs en die van het vrij onderwijs er in gelijk getal in vertegenwoordigd zijn. Zooals voor de toelatingscommissies samengesteld door de universiteiten, zullen zij nochtans ten minste een derde leeraars uit het middelbaar onderwijs bevatten.

De laatste paragraaf van artikel 1 machtigt de universiteiten en de inrichtingen waarvan sprake geweest is, zonder nieuw examen de recipiendi op te nemen welke het toelatingsexamen voor gelijk welke der commissies hebben afgelegd, doch het recht om naar een andere inrichting over te gaan dan die waar men het toelatingsexamen heeft afgelegd wordt den studenten niet toegekend.

Het recht van beoordeeling wordt voorbehouden aan de overheden die de inrichtingen van hooger onderwijs besturen.

ART. 2.

Om zich voor het toelatingsexamen te mogen aanmelden, moet men, zooals ik het heb uiteengezet, in het bezit zijn van een gehomologeerd getuigschrift van humaniora. Voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de wijsbegeerte en letteren wordt het getuigschrift van Grieksch-Latijnsche humaniora vereischt; voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der schei- en natuurkundige wetenschappen; afdeeling der aard- en delfstofkundige wetenschappen; afdeeling der natuurwetenschappen, der aardrijkskundige wetenschappen en der artseneijbereikunde) of naar den graad van candidaat in de natuurwetenschappen en in de genees-, heel- en verloskunde, vergt men het getuigschrift van Grieksch-Latijnsche humaniora of van wiskundig-latijnsche humaniora; voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der wis- en natuurkundige wetenschappen) en naar den graad van candidaat-ingenieur vereischt men het getuigschrift van wiskundig-latijnsche humaniora.

Overgangsbepalingen worden evenwel voorzien :

1^o Voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de wijsbegeerte en letteren voorbereiden de tot het licentiaatsexamen in het notariaat; evenals thans zal het getuigschrift van Latijnsche humaniora (zonder inbegrip van de wiskunde der eerste wetenschappelijke klasse) als voldoende beschouwd worden gedurende een tijdperk van vier jaar;

2^o Voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der wis- en natuurkundige wetenschappen) en naar den graad van candidaat-ingenieur; het getuigschrift van moderne humaniora tot en met de eerste wetenschappelijke klasse zal gedurende een tijdperk van vijf jaar aangenomen worden.

De jonge lieden die hun middelbare studiën onder het stelsel der wet van 1890 aangevangen hebben, moeten inderdaad in de mogelijkheid gesteld worden ze onder hetzelfde stelsel voort te zetten.

De getuigschriften van middelbare studiën, afgeleverd door de hoofden der inrichtingen van middelbaar onderwijs, zullen evenals thans aan de homologatie-commissie onderworpen worden. Dezer samenstelling blijft zooals zij bepaald is door den wetgever van 1890 doch haar bevoegdheid wordt beperkt. Zij zal niet meer moeten oordeelen of de bezitters van getuigschriften geschikt zijn om de lessen van het hooger onderwijs met vrucht te volgen.

ART. 3.

Artikel 3 bepaalt den aard van elk der proeven waaruit het toelatingsexamen bestaat en somt de vakken van die proeven op.

De eerste proef is van algemeenen aard en geldt voor al de recipiendi.

Zij omvat

1^o Een Fransch of een Nederlandsch opstel of een in het Fransch of in het Nederlandsch geschreven verhaal van een mondelinge uiteenzetting van algemeenen aard gedaan door een lid der commissie;

2^o Een proef over de Engelsche taal of over de Duitsche taal of over die der Fransche en Nederlandsche talen waarover de onder 1^o vermelde proef niet geloopt heeft.

De recipiendi die hun studiën voltrokken hebben in de bestuursarrondissementen Aarlen, Bastenaken, Verviers of in de bevrijde kantons Eupen-Malmédy mogen het Duitsch als eerste taal kiezen. Voor hen loopt de proef in de tweede taal over het Fransch, het Nederlandsch of het Engelsch.

Deze bepaling spruit voort uit de voorschriften der wet van 10 Mei 1910 op het aanleeren der moderne talen in de inrichtingen voor middelbaar onderwijs.

De bijzondere proef verandert naar gelang de recipiendi zich voorbereiden tot den graad van candidaat in de wijsbegeerte en letteren, tot den graad van candidaat in de wetenschappen of tot dien van candidaat-ingenieur. Voor de eersten en eventueel voor de tweeden loopt zij over het Latijn, het Grieksch en de grondbeginselen der wis- en natuurkunde; voor de candidaten in de wetenschappen (buiten die welke zich voorbereiden tot de wis- en natuurkundige wetenschappen) mag de vertaling uit het Grieksch vervangen worden door een grondiger ondervraging over de wis- en natuurkunde; voor de aspiranten naar den graad van candidaat-ingenieur of naar den graad van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der wis- en natuurkundige wetenschappen) omvat de bijzondere proef een schriftelijke of mondelinge ondervraging voor elk der vakken begrepen in het programma der wiskunde van de wetenschappelijke afdeeling der inrichtingen van middelbaar onderwijs en welke trouwens het grootste deel vormen van het programma der proef voor dezelfde universitaire studiën voorzien bij artikel 12 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891.

Men zal wellicht hierbij tegenwerpen dat het verkieslijk zou geweest zijn de proeven te laten loopen over al de vakken van het onderwijs in de humaniora of althans de recipiendi in twijfel te laten over de vakken waarover zij zouden ondervraagd worden. Zoo het examen niet loopt over de geschiedenis, de aardrijkskunde, de natuurwetenschappen, de vreemde talen, zullen dan de leerlingen van athenaea en colleges die deelen van het programma niet gaan verwaarloozen en stelt men zich dan niet bloot aan het gevaar de waarde van het bestaande stelsel te verminderen in plaats van ze te verhoogen?

Er dient opgemerkt dat de programma's van athenaea en colleges niet zullen verminderd worden; verder dat het getuigschrift van voleindigde middelbare studiën niet wordt afgeschaft; de verantwoordelijkheid van het schoolhoofd dat het allevert en daardoor bevestigt dat de recipiendus een volledige humanioracursus heeft gevolgd, blijft in haar geheel bestaan; een nieuwe waarborg wordt, wat de belangrijkste cursussen betreft, bij den waarborg gevoegd welke de prefect van het athenaeum of de bestuurder van het college voor de gezamenlijke cursussen geeft.

Zoo het examen bovendien vakken bevat welke vooral beroep doen op het

geheugen van den leerling, zal het dan geen nadeeligen invloed oefenen op het leerplan der rhetorica, klasse welke van het allergrootste belang is voor de zedelijke zoowel als voor de letterkundige en wetenschappelijke cultuur der jonge lieden?

Aldus zou men voor de bezwaren van het graduaat komen te staan dat tweemaal bij vorige wetten in 1849 en in 1861 werd ingesteld en waarvan men enkele jaren later moest afzien.

In het hier aanprezen stelsel zijn de vakken waarover de ondervraging loopt, kenmerkend voor elk der twee afdeelingen van de humaniora en wordt de proef derwijze geregeld dat zij de recipiendi niet tot een groote geheugeninspanning noch tot een intensieve voorbereiding voor het examen verplicht. Zij is bestemd om den algemeenen aanleg te openbaren die de vrucht is van een ernstige verstandelijke opleiding. Dat is naar eenieders meening het te bereiken doel.

Moet men echter de leerlingen der Grieksch-Latijnsche humaniora aan een proef over de wiskunde en over de natuurkunde onderwerpen?

Het antwoord luidt bevestigend. Zoo de humaniora ten doel hebben den geest te vormen en al onze verstandelijke vermogens op te voeden, zal niemand betwisten dat de gewoonte der wiskundige redeneering er veel toe bijdraagt om dat doel te bereiken.

Hetzelfde kan gezegd worden van de natuurwetenschappen. Zij ontwikkelen den waarnemingsgeest en wekken de belangstelling van den mensch op voor de natuurverschijnselen. Men kan zich moeilijk in den tegenwoordigen tijd nog een beschaafd mensch voorstellen die over zichzelf nadenkt en de hem omringende natuur heelemaal zou verwaarloozen. Beperkt tot de studie der menschelijke driften en van den menschenlijken geest door de ontleding van de meesterwerken der oude en moderne letterkenden of tot de waarneming van het lot der eenlingen en der volkeren door de geschiedenis, zou de kennis van den mensch onvolledig zijn zoo hij zich niet bezighield met de wereld waarin hij leeft. De mensch ondergaat de natuurwetten : om deze goed te begrijpen moet men ze bestudeeren.

Onder de natuurkundige wetenschappen is er een die zich bezighoudt met de hoofdwetten welke de wereld beheerschen evenals de machten welke haar bezielen : dat is de natuurkunde.

Haar studie ligt ten grondslag aan de andere natuurkundige wetenschappen welke zonder haar hulp enkel uit rangschikking en naamlijsten bestaan. Om die redenen is het noodig gebleken een onderhoud over de grondbeginselen der wis- en der natuurkunde in de proef van voleindigde humaniora op te nemen.

Het komt er minder op aan den recipiendus te ondervragen over de nauwkeurige kennis welke hij in die vakken heeft opgedaan dan zich te vergewissen van de uitslagen door hun onderwijs in opzicht van zijn geestesvorming verkregen. In dit geval zooals in alle andere heeft het meer belang een klein aantal zaken welke goed met elkander in verband staan te kennen dan losse en fragmentaire begrippen te bezitten op een uitgebreid gebied.

Een laatste opmerking zal, onzes inziens, hen geruststellen die vreezen dat een proef over het wetenschappelijk gedeelte van het programma der huma-

niora te moeilijk zou geoordeeld worden voor de leerlingen die wijsgeerige en letterkundige studiën wenschen aan te vangen en die, ten onrechte trouwens, aan de wiskunde en aan de wetenschappen niet het belang hechten dat zij in een algemeen opvoedingsplan verdienen. Bij het beoordeelen van de algemeene proef en van de bijzondere proef van het toelatingsexamen bestaat er geen uitsluitingscijfer voor een bepaald vak; de commissieleden moeten eenvoudig de volgende vraag beantwoorden :

« Zijt gij van oordeel dat de candidaat zoowel in opzicht van kennis als van » geestesrijpheid geschikt is om universitaire studiën aan te vangen? »

ART. 4.

Naar luid van artikel 2 mag niemand zich aanmelden voor het toelatingsexamen tot de studiën voorbereidende tot de academische graden, zoo hij niet in het bezit is van een gehomologeerd getuigschrift van middelbare studiën.

Bij gebrek aan een door de homologatiecommissie aangenomen getuigschrift, moeten de récipiendi een toelatingsexamen afleggen dat het tweevoudig karakter van onderzoek naar de geestesrijpheid en naar de kennis heeft en loopt over de vakken die het minimumprogramma vormen van de Grieksch-Latijnsche humaniora of van de wiskundig-latijnsche humaniora.

Het is noodig dat de wet nauwkeurig de vakken bepaalt van de proeven af te leggen door hen die geen volledige middelbare studiën hebben voltrokken en het zou velen onaannemelijk voorkomen moest de wetgever die zorg aan de Regeering overlaten.

Daar het een examen geldt dat loopt over de gezamenlijke in de humaniora onderwezen vakken, is het de wetgever die ze moet vaststellen.

Die vakken moeten trouwens opgegeven worden in het formulier van het getuigschrift van middelbare studiën dat door de hoofden der inrichtingen op grond van artikel 2 wordt afgeleverd en aan de homologatiecommissie moet onderworpen worden.

Dergelijke bepaling kan niet tot gevolg hebben het middelbaar onderwijs te stremmen en er de ontwikkeling van te belemmeren : die gezamenlijke vakken moeten beschouwd worden als een minimum dat men zoowel bij het openbaar middelbaar onderwijs als bij het vrij onderwijs zal kunnen aanvullen. Zij is ten andere slechts een herhaling der hoofdlijnen van een soortgelijke bepaling der wet van 1890-1891.

Door overgangsmaatregelen, welke overeenstemmen met die van artikel 2, worden de aspiranten naar den graad van candidaat in de wijsbegeerte en letteren voorbereidende tot het licentiaatsexamen in het notariaat voor een tijdperk van vier jaar vrijgesteld van de proef over de Grieksche taal, en worden de aspiranten naar den graad van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der wis- en natuurkundige wetenschappen) of naar den graad van candidaat-ingenieur gedurende een tijdperk van vijf jaar vrijgesteld van de proef over de Latijnsche taal.

ART. 5.

Artikel 5 voorziet dat de houder van een gehomologeerd getuigschrift die zich wenscht aan te melden voor een toelatingsexamen waarvoor bedoeld getuig-

schrift niet geldig is, verplicht is buiten de bij artikel 3 voorziene algemeene proef en bijzondere proef een aanvullingsproef af te leggen, zooals deze voorzien wordt bij artikel 4, over die der vakken waarvan geen melding wordt gemaakt in zijn gehomologeerd getuigschrift.

De houder van een toelatingsgetuigschrift die zich wenscht aan te melden voor een academisch examen waarvoor bedoeld getuigschrift niet geldig is, is verplicht vooraf een bijzondere proef af te leggen over die der bij artikel 4 voorziene vakken waarvan geen melding wordt gemaakt in zijn toelatingsgetuigschrift.

Deze bepalingen vereischen geen verder betoog.

ART. 6.

Het wetsontwerp neemt in artikel 6 het beginsel aan van de gelijkstelling met de door de homologatiecommissie afgeleverde getuigschriften van middelbare studiën en met de bekwaamheidsbewijzen afgeleverd door de commissies tot toelating tot de universitaire studiën, der getuigschriften van middelbare studiën of der toelatingsschriften tot de universitaire studiën welke in het buitenland zijn uitgereikt. De jonge lieden die in het bezit zijn van een getuigschrift van in het buitenland voltooide middelbare studiën, moeten dat getuigschrift onderwerpen aan de homologatiecommissie welke het gelijkwaardig kan verklaren met de door haar uitgereikte bekwaamheidsbewijzen. De getuigschriften in het buitenland afgeleverd ten gevolge van de rijpheidsproeven of van de toelatingsproeven tot de universiteit, zullen eveneens door de toelatingscommissies gelijkwaardig kunnen verklaard worden en de jonge lieden welke ze bezitten, zullen rechtstreeks de universitaire studiën mogen aanvangen. Die gelijkstellingen worden gewoonweg verleend of ten gevolge van een aanvullingsproef waarvan de vakken door de commissies worden bepaald.

Om eenheid te brengen in de jurisprudentie voor het bepalen der gelijkstellingen zullen deze in het *Belgisch Staatsblad* moeten bekendgemaakt worden binnen de maand die volgt op het sluiten van elk der zittingen der commissies.

ART. 7.

Telken jare wordt er slechts een zitting voor de toelatingsexamens gehouden. Gelet op het karakter dier examens, schijnt het niet mogelijk dat een recipiendus welke ongeschikt of onvoldoende voorbereid voor de hogere studiën werd bevonden, op enkele weken afstand gunstiger zal beoordeeld worden. De toelatingsexamens kunnen inderdaad niet vóór de maand Augustus afgenomen worden vermits de recipiendi in het bezit moeten zijn van een gehomologeerd getuigschrift en vermits de homologatiecommissie haar werkzaamheden slechts tegen het einde van het schooljaar kan aanvangen. De universiteiten zouden bovendien in de onmogelijkheid verkeeren die examens af te nemen vóór het einde van den eersten zitting der commissies tot toekenning der academische graden; het is daaronboven onontbeerlijk dat de toelatingsexamens heelemaal geëindigd zijn in het begin van het academiejaar.

Het spreekt evenwel vanzelf dat indien behoorlijk ingeschreven recipiendi om een door de commissie aangenomen reden in de onmogelijkheid moesten verkeerén zich voor het examen aan te melden, de zittijd te hunnen behoefte zou kunnen verlengd worden; doch in geen enkel geval zal dezelfde recipiendus na een mislukking zich in den loop van denzelfden zittijd opnieuw mogen aanmelden.

ART. 8.

De toelatingsgetuigschriften zijn niet onderworpen aan de formaliteit der bekrachtiging. Dit was eveneens het geval onder het stelsel der wet van 1890-1891 voor de toelatingsgetuigschriften door de verschillende commissies afgeleverd aan de aspiranten naar den graad van candidaat-ingenieur.

ART. 9.

Artikel 9 bepaalt den datum met ingang van denwelken de wet verbindend wordt. Daar men een overgangstijdperk dient te voorzien vooraleer het door de wet ingevoerde stelsel toe te passen, wordt dezer tenuitvoerlegging overgebracht op het einde van het tweede schooljaar volgende op haar afkondiging. Op dien datum zal de zittijd der toelatingcommissies voor de eerste maal geopend worden. Op denzelfden datum zullen de bepalingen van de artikelen 5 tot 12 van de wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 buiten werking gesteld worden.

Het zal wel niet noodig zijn te doen opmerken dat het onderhavige wetsontwerp slechts geldt voor de aspiranten naar de universitaire studiën welke leiden tot de wettelijke academische graden. De universiteiten mogen wetenschappelijke graden toekennen onder de voorwaarden te bepalen door de Regeering voor de Rijksuniversiteiten en door de besturende overheid voor de vrije universiteiten.

De inschrijving voor de voorbereidende lessen tot die graden zal niet noodzakelijkerwijze afhankelijk gesteld worden van het bezit van het toelatingsgetuigschrift. Dit laatste zal evenmin geëischt worden van de personen die sommige universitaire cursussen zouden volgen zonder dat zij het inzicht hebben examens af te leggen of academische graden te verwerven, doch alleen met het doel hun onderricht aan te vullen en dieper in te dringen in den geest van het hooger onderwijs.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,
P. NOLF.

(I)

ANNEXE AU N° 237.

Projet de loi modifiant les articles 5 à 12 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 et instituant un examen d'admission aux études universitaires.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives :

ARTICLE PREMIER.

Nul ne peut se présenter à l'examen du grade légal de candidat en philosophie et lettres, de candidat en sciences, de candidat en sciences naturelles et en médecine, chirurgie et accouchements ou de candidat ingénieur, s'il n'a subi un examen d'admission constatant qu'il est apte à suivre avec fruit les cours d'enseignement supérieur.

Cet examen est public. Il est annoncé au moins huit jours d'avance dans le *Moniteur belge*, et dans un journal de la localité où siège le jury.

Chaque université ou école y assimilée en vertu d'une loi constitue un ou plusieurs jurys d'admission. Chacun

BIJLAGE VAN N° 237.

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 5 tot 12 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 en tot instelling van een toelatingsexamen tot de universitaire studiën.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers worden ingediend :

EERSTE ARTIKEL.

Niemand mag zich aanmelden voor het examen van den wettelijken graad van candidaat in de wijsbegeerte en letteren, van candidaat in de wetenschappen, van candidaat in de natuurwetenschappen en in de genees-, heel- en verloskunde of van candidaat-ingenieur, zoo hij niet een toelatingsexamen heeft afgelegd waaruit blijkt dat hij geschikt is om met vrucht de lessen van het hooger onderwijs te volgen.

Dat examen is openbaar. Het wordt ten minste acht dagen vooraf aangekondigd in het *Belgisch Staatsblad* en in een dagblad der plaats waar de commissie zitting houdt.

Elke universiteit of daarmede krachtens een wet gelijkgestelde school stelt een of verschillende toelatingscommissies

de ces jurys comprend un tiers au moins de professeurs de l'enseignement moyen public ou privé.

Pour chacun des établissements visés à l'avant-dernier alinéa de l'article 28 de la loi sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires les jurys d'admission sont constitués, s'il y a lieu, par le Gouvernement. Ils sont composés de telle sorte que les professeurs de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé y soient appelés en nombre égal. Ils comprennent un tiers au moins de professeurs de l'enseignement moyen.

Les universités, les écoles y assimilées en vertu d'une loi et les établissements dont il est question à l'alinéa précédent peuvent admettre sans nouvel examen les récipiendaires qui ont subi avec succès l'examen d'admission devant l'un quelconque de ces jurys. Ces récipiendaires ont également accès au jury central.

ART. 2.

Nul ne peut se présenter à l'examen d'admission :

1° Préparatoire au grade de candidat en philosophie et lettres, s'il ne justifie par certificat qu'il a suivi avec fruit un cours d'humanités gréco-latines de six années au moins, y compris la rhétorique.

Pendant une période de quatre années à compter du 1^{er} octobre qui suivra la promulgation de la présente loi, les certificats d'humanités latines, y compris la rhétorique, seront admis pour les récipiendaires qui se destinent au grade de licencié en notariat.

sies in. Elk dier commissies bestaat uit ten minste een derde leeraars van het openbaar of het vrij middelbaar onderwijs.

Voor elk der inrichtingen bedoeld in het voorlaatste lid van artikel 28 der wet op het toekennen der academische graden en het programma der universitaire examens, worden de toelatingscommissies zoo noodig door de Regeering ingesteld. Zij worden derwijze samengesteld dat de professoren van het openbaar en die van het vrij onderwijs er in gelijk getal vertegenwoordigd zijn. Zij bestaan ten minste uit een derde leeraars van het middelbaar onderwijs.

De universiteiten, de daarmede krachtens een wet gelijkgestelde scholen en de inrichtingen waarvan sprake in het voorgaande lid, mogen, zonder nieuw examen, de recipiendi toelaten die met goed gevolg het toelatingsexamen voor gelijk welke van die commissies hebben afgelegd. Die recipiendi mogen zich eveneens voor de centrale examencommissie aanmelden.

ART. 2.

Niemand mag zich aanmelden voor het toelatingsexamen :

1° Voorbereidend tot den graad van candidaat in de wijsbegeerte en letteren, zoo hij niet door een getuigschrift bewijst dat hij met vrucht een cursus in de Grieksch-Latijsche humaniora van ten minste zes jaar tot en met de rhetorica heeft gevolgd.

Gedurende een tijdperk van vier jaar te rekenen van den 1^{en} October volgende op de afkondiging dezer wet, zullen de getuigschriften van Latijsche humaniora tot en met de rhetorica, aangenomen worden voor de recipiendi die zich voorbereiden tot den graad van licentiaat in het notariaat.

2° Préparatoire aux grades de candidat en sciences (section des sciences physiques et chimiques, section des sciences géologiques et minéralogiques, section des sciences naturelles, des sciences géographiques et de pharmacie) ou de candidat en sciences naturelles et en médecine, chirurgie et accouchements, s'il ne justifie par certificat qu'il a suivi avec fruit un cours d'humanités gréco-latines de six années au moins y compris la rhétorique ou un cours d'humanités latines de six années au moins y compris la rhétorique plus le cours de mathématiques de la première scientifique.

3° Préparatoire aux grades de candidat en sciences (section des sciences physiques et mathématiques) ou de candidat ingénieur, s'il ne justifie par certificat qu'il a suivi avec fruit un cours d'humanités latines ou gréco-latines de six années au moins y compris la rhétorique plus le cours de mathématiques de la première scientifique.

Pendant une période de cinq années à compter du 1^{er} octobre qui suivra la promulgation de la présente loi, les certificats d'humanités modernes de cinq années au moins y compris la première scientifique seront admis pour les aspirants aux grades de candidat en sciences (section des sciences physiques et mathématiques) ou de candidat ingénieur.

La forme des certificats est réglée par arrêté royal.

Les certificats sont examinés par un

2° Voorbereidend tot den graad van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der schei- en natuurkundige wetenschappen, afdeeling der aard- en delfstofkundige wetenschappen, afdeeling der natuurwetenschappen, der aardrijkskundige wetenschappen en der artsenijbereidkunde) of van candidaat in de natuurwetenschappen en in de genees-, heel- en verloskunde, zoo hij niet door een getuigschrift bewijst dat hij met vrucht een cursus in de Grieksch-Latijnsche humaniora van ten minste zes jaar tot en met de rhetorica heeft gevolgd of een cursus in de Latijnsche humaniora van ten minste zes jaar tot en met de rhetorica met bovendien den cursus in de wiskunde der eerste wetenschappelijke klasse.

3° Voorbereidend tot de graden van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der wis- en natuurkundige wetenschappen) of van candidaat-ingenieur, zoo hij niet door een getuigschrift bewijst dat hij met vrucht een cursus in de Latijnsche of Grieksch-Latijnsche humaniora van ten minste zes jaar tot en met de rhetorica heeft gevolgd met bovendien den cursus in de wiskundige der eerste wetenschappelijke klasse.

Gedurende een tijdperk van vijf jaar te rekenen van den 1^{en} October volgende op de afkondiging van de onderhavige wet, zullen de getuigschriften van moderne humaniora van ten minste vijf jaar tot en met de eerste wetenschappelijke klasse, aangenomen worden voor de aspiranten naar de graden van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der wis- en natuurkundige wetenschappen) of van candidaat-ingenieur.

De vorm der getuigschriften wordt geregeld bij koninklijk besluit.

De getuigschriften worden onder-

jury institué par arrêté royal et composé de telle sorte que les professeurs de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé y soient représentés en nombre égal.

Le programme de l'enseignement et notamment le programme des matières enseignées en rhétorique et en première scientifique est communiqué au jury.

Le président est choisi en dehors du personnel enseignant.

Si les certificats ne constatent pas la fréquentation pendant le temps requis ou ne présentent pas un caractère suffisant de sincérité, le jury peut fixer un délai pour permettre à l'intéressé de fournir la justification nécessaire.

Un arrêté royal règle tout ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement du jury précité.

ART. 3.

L'examen d'admission prévu à l'article 1^{er} se compose d'une épreuve générale imposée à tous les récipiendaires et d'une épreuve spéciale.

L'épreuve générale comprend :

1° Une composition française ou flamande ou une relation écrite en français ou en flamand d'un exposé oral d'ordre général fait par un membre du jury.

Les récipiendaires qui ont fait leurs études dans les arrondissements administratifs d'Arlon, de Bastogne, de Verviers ou dans les cantons rédimés d'Eupen-Malmédy peuvent se servir de la langue allemande pour cette partie de l'épreuve;

zocht door een commissie, ingesteld bij koninklijk besluit en derwijze samengesteld dat de leeraars van het openbaar onderwijs en die van het vrij onderwijs er in gelijk getal in vertegenwoordigd zijn.

Het leerplan en inzonderheid het programma der vakken onderwezen in de rhetorica en in de eerste wetenschappelijke klasse, wordt aan de commissie medegedeeld.

De voorzitter wordt buiten het onderwijsend personeel gekozen.

Zoo de getuigschriften den vereischten studietijd niet vaststellen of geen voldoende waarborg van echtheid bieden, mag de commissie een termijn bepalen om den belanghebbende in de mogelijkheid te stellen de noodige bewijzen te verstrekken.

Een koninklijk besluit regelt alles wat betrekking heeft op de inrichting en de werkwijze van bovengenoemde commissie.

ART. 3.

Het bij het eerste artikel voorziene toelatingsexamen bestaat uit een algemeene proef die geldt voor al de recipiendi en uit een bijzondere proef.

De algemeene proef omvat :

1° Een Fransch of een Nederlandsch opstel of een in het Fansch of in het Nederlandsch geschreven verhaal van een mondelinge uiteenzetting van algemeenen aard gedaan door een lid der commissie.

De recipiendi die hun studiën in de bestuursarrondissementen Aarlen, Bastenaken, Verviers, of in de bevrijde kantons Eupen-Malmédy voltrokken hebben, mogen zich van de Duitsche taal bedienen voor dit gedeelte van de proef.

2^o Une épreuve sur la langue anglaise ou sur la langue allemande, ou sur celle des langues française et flamande dont il n'a pas été fait usage lors de l'épreuve mentionnée au 1^o.

Une épreuve sur l'une des langues française, flamande ou anglaise pour les récipiendaires qui se sont servis de l'allemand pour l'épreuve prévue au 1^o.

Nul n'est admis à l'épreuve spéciale s'il n'a subi avec succès l'épreuve générale.

L'épreuve spéciale comprend :

1^o Pour les aspirants au grade de candidat en philosophie et lettres :

1. Une traduction à livre ouvert d'un texte latin et une interrogation sur ce texte.

2. Une version grecque.

3. Un entretien sur les notions fondamentales de mathématiques et de physique.

Pendant une période de quatre années à compter du 1^{er} octobre qui suivra la promulgation de la présente loi, les récipiendaires qui se destinent au grade de licencié en notariat seront dispensés de la version grecque.

2^o Pour les aspirants au grade de candidat en sciences (section de sciences physiques et chimiques, section des sciences géologiques et minéralogiques et section des sciences naturelles, des sciences géographiques et de la pharmacie) et pour les aspirants au grade de candidat en sciences naturelles et en médecine, chirurgie et accouchements :

1. Une traduction à livre ouvert d'un texte latin.

2^o Een proef over de Engelsche taal of over de Duitsche taal of over die der Fransche of Nederlandsche talen waarvan men zich niet bediend heeft bij de onder 1^o vermelde proef.

Een proef over de Fransche of over de Nederlandsche of over de Engelsche taal voor de recipiendi die zich bij de onder 1^o voorziene proef van het Duitsch bediend hebben.

Niemand wordt tot de bijzondere proef toegelaten zoo hij niet met goed gevolg de algemeene proef heeft afgelegd.

De bijzondere proef omvat :

1^o Voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de wijsbegeerte letteren :

1. Een vertaling, van het blad, van een Latijnschen tekst en een ondervraging over dien tekst.

2. Een vertaling uit het Grieksch.

3. Een onderhoud over de grondbeginselen der wis- en der natuurkunde.

Gedurende een tijdperk van vier jaar te rekenen van den 1^{en} October volgende op de afkondiging der onderhavige wet, zullen de recipiendi die zich voorbereiden tot den graad van licentiaat in het notariaat, vrijgesteld worden van de vertaling uit het Grieksch.

2^o Voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der schei- en natuurkundige wetenschappen, afdeeling der aard- en delfstofkundige wetenschappen en afdeeling der natuurwetenschappen, der aardrijkskundige wetenschappen en der artseneijbereidkunde) en voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de natuurwetenschappen en in de genees-, hecl- en verloskunde :

1. Een vertaling, van het blad, van een Latijnschen tekst.

2. Une version grecque et un entretien sur les notions fondamentales de mathématiques et de physique ou une interrogation sur la géométrie à trois dimensions, la trigonométrie rectiligne, la géométrie analytique et les éléments de la physique.

3° Pour les aspirants au grade de candidat en sciences (section des sciences physiques et mathématiques) ou de candidat ingénieur, une épreuve écrite ou orale sur l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie, la trigonométrie rectiligne, et sphérique, la géométrie descriptive, la géométrie analytique, le dessin.

Dans l'appréciation de l'épreuve générale et de l'épreuve spéciale de l'examen d'admission, il n'y a pas de cote d'exclusion pour une branche déterminée; les membres du jury ont simplement à répondre à la question suivante :

« Estimez-vous, tant au point de vue des connaissances que de la maturité de l'intelligence que le candidat est apte à entreprendre des études universitaires? »

ART. 4.

Adéfautdecertificatd'étudesmoyennes admis par le jury d'homologation, les récipiendaires subissent devant l'un des jurys prévus à l'article 1, un examen d'admission comprenant une épreuve générale identique à celle qui est indiquée à l'article 3 et une épreuve spéciale.

Nul n'est admis à l'épreuve spéciale, s'il n'a subi avec succès l'épreuve générale.

2. Een vertaling uit Grieksch en een onderhoud over de grondbeginselen der wis- en der natuurkunde of een ondervraging over de meetkunde met drie afmetingen, de rechthoekige driehoeksmeting, de analytische meetkunde en de beginselen der natuurkunde.

3° Voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der wis- en natuurkundige wetenschappen) of van candidaat-ingénieur, een schriftelijke of mondelinge proef over de rekenkunde, de stelskunde, de meetkunde, de rechthoekige en bolvormige driehoeksmeting, de beschrijvende meetkunde, de analytische meetkunde, het teekenen.

Bij het beoordeelen der algemeene proef en der bijzondere proef van het toelatingsexamen bestaat er geen uitsluitingscijfer voor een bepaald vak; de commissieleden moeten eenvoudig de volgende vraag beantwoorden :

« Zijt gij van oordeel dat de candidaat zoowel in opzicht van kennis als van geestesrijpheid geschikt is om universitaire studiën aan te vangen? »

ART. 4.

Bij gebrek aan een door de homologatiecommissie aangenomen getuigschrift van middelbare studiën, leggen de recipiendi vóór een der bij artikel 1 voorziene commissies een toelatingsexamen af, bestaande uit een algemeene proef welke gelijk is aan die vermeld onder artikel 3, en uit een bijzondere proef.

Niemand wordt tot de bijzondere proef toegelaten zoo hij niet met goed gevolg de algemeene proef heeft afgelegd.

L'épreuve spéciale comprend :

I. — Pour les aspirants au grade de candidat en philosophie et lettres :

- 1° La langue latine;
- 2° La langue grecque;
- 3° L'arithmétique;
- 4° L'algèbre élémentaire y compris la théorie des progressions et des logarithmes;
- 5° La géométrie plane et la géométrie à trois dimensions;
- 6° La trigonométrie rectiligne;
- 7° Les éléments de la physique;
- 8° La géographie;
- 9° L'histoire de la Belgique;
- 10° Les faits principaux de l'histoire ancienne, de l'histoire du moyen-âge, de l'histoire moderne et de l'histoire contemporaine.

Pendant une période de quatre années à compter du 1^{er} octobre qui suivra la promulgation de la présente loi, les récipiendaires qui se destinent au grade de licencié en notariat, seront dispensés de l'épreuve sur la langue grecque.

II. — Pour les aspirants aux grades de candidat en sciences (section des sciences physiques et chimiques, section des sciences géologiques et minéralogiques, section des sciences naturelles, des sciences géographiques et de pharmacie) ou au grade de candidat en sciences naturelles et en médecine, chirurgie et accouchements :

- a) Les matières indiquées sous I ou
- b) Les matières suivantes :
- 1° La langue latine;

De bijzondere proef omvat :

I. — Voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de wijsbegeerte en letteren :

- 1° De Latijnsche taal;
- 2° De Grieksche taal;
- 3° De rekenkunde;
- 4° De aanvankelijke stekunde met inbegrip van de theorie der reeksen en der logarithmen;
- 5° De vlakke meetkunde en de meetkunde met drie afmetingen;
- 6° De rechte lijnige driehoeksmeting;
- 7° De grondbeginselen der natuurkunde;
- 8° De aardrijkskunde;
- 9° De geschiedenis van België;
- 10° De voornaamste gebeurtenissen uit de oude geschiedenis, uit de geschiedenis der middeleeuwen en uit de nieuwe en de nieuwste geschiedenis.

Gedurende een tijdperk van vier jaar te rekenen van den 1^{en} October volgende op de afkondiging van de onderhavige wet, zullen de recipiendi die zich voorbereiden tot den graad van licentiaat in het notariaat, vrijgesteld worden van de proef over de Grieksche taal.

II. — Voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der schei- en natuurkundige wetenschappen, afdeeling der aard- en delfstorkundige wetenschappen, afdeeling der natuurwetenschappen, der aardrijkskundige wetenschappen en der artseneijbereikunde) of naar den graad van candidaat in de natuurwetenschappen en in de genees-, heel- en verloskunde :

- a) De vakken vermeld onder 1° of
- b) De volgende vakken :
- 1° De Latijnsche taal;

2° L'histoire et la géographie;

3° L'arithmétique.

4° L'algèbre;

5° La géométrie;

6° La trigonométrie rectiligne et la trigonométrie sphérique;

7° La géométrie analytique;

8° La géométrie descriptive;

9° Les éléments de la physique;

10° Le dessin.

III. — Pour les aspirants au grade de candidat en sciences (section des sciences physiques et mathématiques) ou de candidat ingénieur :

Les matières indiquées sous IIb.

Pendant une période de cinq années à compter du 1^{er} octobre qui suivra la promulgation de la présente loi, les récipiendaires seront dispensés de l'épreuve sur la langue latine.

ART. 5.

Le porteur d'un certificat homologué qui voudrait se présenter à un examen d'admission pour lequel ce certificat n'est pas valable, est tenu de subir indépendamment de l'épreuve générale et de l'épreuve spéciale, prévues à l'article 3, une épreuve complémentaire, telle qu'elle est prévue à l'article 4, sur celles des matières dont il n'est pas fait mention dans son certificat homologué.

Le porteur d'un certificat d'admission qui voudrait se présenter à un examen académique pour lequel ce certificat n'est pas valable, est tenu de subir au préalable une épreuve spéciale sur celles des matières énumérées à l'article 4 dont

2° De geschiedenis en de aardrijkskunde;

3° De rekenkunde;

4° De stekunde;

5° De meetkunde;

6° De rechtlijnige driehoeksmeting en de bolvormige driehoeksmeting;

7° De analytische meetkunde;

8° De beschrijvende meetkunde;

9° De beginselen der natuurkunde;

10° Het teekenen.

III. — Voor de aspiranten naar den graad van candidaat in de wetenschappen (afdeeling der wis- en natuurkundige wetenschappen) of van candidaat-ingénieur :

De vakken vermeld onder IIb.

Gedurende een tijdperk van vijf jaar te rekenen van den 1^{en} October volgende op de afkondiging der onderhavige wet, zullen de recipiendi vrijgesteld worden van de proef over de Latijnsche taal.

ART. 5.

De houder van een gehomologeerd getuigschrift die zich wenscht aan te melden voor een toelatingsexamen waarvoor bedoeld getuigschrift niet geldig is, is verplicht buiten de bij artikel 3 voorziene algemeene proef en bijzondere proef, een aanvullingsproef af te leggen zooals deze voorzien wordt bij artikel 4, over die der vakken waarvan geen melding wordt gemaakt in zijn gehomologeerd getuigschrift.

De houder van een toelatingsgetuigschrift die zich wenscht aan te melden voor een academisch examen waarvoor bedoeld getuigschrift niet geldig is, is verplicht vooraf een bijzondere proef af te leggen over die der bij artikel 4

il n'est pas fait mention dans son certificat d'admission.

ART. 6.

Le jury d'homologation peut déclarer équivalents aux titres délivrés par lui, les certificats d'études moyennes faites à l'étranger.

Les jurys d'admission prévus à l'article 1 peuvent déclarer équivalents aux titres délivrés par eux à la suite des examens organisés en vertu des articles 3 et 4 de la présente loi, les certificats constatant des épreuves similaires subies à l'étranger.

Ces équivalences peuvent être accordées purement et simplement ou à la suite d'une épreuve complémentaire dont les matières sont déterminées par les jurys.

Les universités et les écoles y assimilées en vertu d'une loi sont tenues de publier par la voie du *Moniteur belge* dans le mois qui suit la clôture de chaque session des jurys, les équivalences accordées par ceux-ci au cours de la session.

Le Gouvernement fait connaître par la même voie et dans le même délai, les équivalences accordées par les jurys qu'il aura constitués.

ART. 7.

Il n'y a par an qu'une session pour les examens d'admission.

ART. 8.

Les certificats d'admission ne sont pas soumis à la formalité de l'entérinement.

voorziene vakken waarvan geen melding wordt gemaakt in zijn toelatingsgetuigschrift.

ART. 6.

De homologatiecommissie mag de getuigschriften van in den vreemde voltrokken middelbare studiën, gelijkwaardig verklaren met de door haar uitgereikte bekwaamheidsbewijzen.

De in artikel 1 voorziene toelatingscommissies mogen de getuigschriften tot vaststelling van in den vreemde afgelegde gelijksoortige proeven, gelijkwaardig verklaren met de bekwaamheidsbewijzen die door haar worden afgeleverd krachtens de artikelen 3 en 4 dezer wet.

Die gelijkstellingen mogen gewoonweg verleend worden of ten gevolge van een aanvullingsproef waarvan de vakken door de commissie worden bepaald.

De universiteiten en de daarmede krachtens een wet gelijkgestelde scholen zijn verplicht de door de commissies in den loop van den zittijd verleende gelijkstellingen bekend te maken in het *Belgisch Staatsblad* binnen de maand die volgt op het sluiten van den zittijd.

De Regeering maakt de gelijkstellingen welke door de door haar ingestelde commissies verleend zijn, bekend langs denzelfden weg en binnen denzelfden termijn.

ART. 7.

Telken jare wordt er slechts een zittijd voor de toelatingsexamens gehouden.

ART. 8.

De toelatingsgetuigschriften zijn niet onderworpen aan de formaliteit der bekrachtiging.

ART. 9.

Un arrêté royal règlera l'application de la présente loi.

ART. 10.

La présente loi sera obligatoire à partir de la fin de la seconde année scolaire qui suivra celle au cours de laquelle elle aura été promulguée.

A la même date, les dispositions des articles 5 à 12 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 cesseront d'être en vigueur.

Bruxelles, le 7 mai 1924.

ART. 9.

De wijze van toepassing dezer wet wordt bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 10.

Deze wet is verbindend van af het einde van het tweede schooljaar volgende op dat waarin zij wordt afgekondigd.

Op denzelfden datum worden de bepalingen der artikelen 5 tot 12 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 buiten werking gesteld.

Brussel, den 7 Mei 1924.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Sciences
et des Arts,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

P. NOLF.
